Book Reviews/Comptes Rendus

Nannerl O. Keohane. *Philosophy and the State in France. The Renaissance to the Enlightenment*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1980. Pp. XII, 501. Cloth \$30.00; LPE: \$12.50.

Dès le départ, N. Keohane amorce la discussion de son sujet: la philosophie dans ses rapports avec l'Etat en France, en critiquant le mot célèbre de P. Hazard à l'effet que, du jour au lendemain, les Français qui pensaient comme Bossuet se sont mis à penser comme Voltaire. Une démarche qui se veut historique, telle que celle adoptée dans ce livre: "the overall purpose of this book is to chart the development of ideas" (p. 13), ne saurait s'accommoder d'une opinion aussi tranchée, pas plus que de changements brusques, ni de subites volte-face étant donné que les idéologies et les théories politiques ne sont pas l'oeuvre d'un moment mais bien le produit d'une lente maturation qui s'échelonne parfois sur plusieurs siècles. Le titre *Philosophy and the State in France: The Renaissance to the Enlightenment*, indique qu'en matière politique le changement, qui devient évident au moment de la crise de la conscience européenne, s'est opéré en fait sur une période de trois siècles, depuis les écrits de Claude de Seyssel à la Renaissance (*La Monarchie de France*, 1519) jusqu'à ceux de Jean-Jacques Rousseau en plein siècle des lumières. Plus que la critique d'un mot célèbre par conséquent, ce livre vient montrer à quel point l'idée reçue d'une rupture soudaine, que ce soit entre l'époque de Bossuet et celle de Voltaire ou bien encore entre l'absolutisme du XVII^e siècle et la monarchie traditionnelle du XVI^e, est sans fondements; l'historien cherche, en somme, les fils ténus, et souvent obnubilés, qui lient la théorie politique de ces trois siècles qu'on a malheureusement l'habitude de dissocier. Son travail approfondit alors la conviction personnelle d'un penseur comme E. Cassirer, qui considérerait l'oeuvre du XVIII^e siècle non comme une entreprise destructrice mais plutôt comme une restauration. Dans *La philosophie des lumières*, il a suggéré les liens qui existent entre les XVI^e et XVIII^e siècles:

La philosophie des Lumières n'envisage pas son oeuvre comme un acte de destruction mais comme un acte de restauration. Jusque dans ses plus audacieuses révolutions, elle ne veut être qu'une restitution: une *restitutio in integrum* par laquelle la raison et l'humanité doivent être restaurées dans leur drits anciens [...]. Elle emboîte le pas [...] à l'humanisme de la Renaissance qui lui a transmis ses acquisitions. (2^e éd. [Paris: Fayard, 1970], pp. 239-40)

De l'aveu même de N. Keohane, l'objectif principal qu'elle s'est fixé au début de cette recherche fut de retracer "the development of ideas about philosophy and politics, monarchical power and popular participation, the sovereign and the subject in early modern France" (p. 13). Or, de façon plus précise, la constatation que les historiens ont toujours eu tendance à souligner les différences entre les XVI^e et XVIII^e siècles, à exagérer la rupture qui les sépare, a amené l'auteur à réfléchir sur les causes de ce comportement pour le moins surprenant, ce qu'elle met finalement sur le compte de leur manque de perspicacité: "because they have regarded the seventeenth [century] as a wasteland populated only by sterile and complacent supporters of the Bourbon kings" (p. 13). La continuité dans la pensée politique, quelque problématique qu'elle nous paraisse, deviendra manifeste à la condition que le chercheur se penche sur ce XVII^e siècle qui nous a toujours semblé homogène, moulé selon l'expression de Montesquieu sur le trône de Versailles, pour percer le voile et percevoir derrière l'éclatante façade l'intense fourmillement de l'humaine diversité. Cette diversité, si chère à Montaigne, n'avait pas disparu et ce, malgré les tentatives répétées des autorités politiques pour assurer l'homogénéité religieuse (la Révocation de l'Edit de Nantes), économique (le mercantilisme d'un Colbert) et politique (affaiblissement des parlements), à peine se manifestait-elle ailleurs, en coulisses: dans les écrits d'un exilé libertin comme Saint-Evremond, dans ceux des exilés protestants comme Bayle et Jurieu, dans les couvents jansénistes comme Port-Royal, etc. L'intérêt de la recherche de N. Keohane, c'est d'abord de nous rappeler l'importance trop souvent négligée de ce XVII^e siècle en matière politique, de considérer "l'envers" de la médaille officielle: "The seventeenth century, far from being a wasteland in French political thought was a pivotal and exciting period. This conviction determines the structure of my argument" (p. 13). Voilà la pièce du puzzle que ce livre tente de mettre en place.

Pour établir l'originalité de la pensée politique du XVII^e siècle et son apport à la théorie de l'état moderne en France, l'auteur nous propose, dans la première partie de son livre, une brève discussion des grandes théories politiques de la Renaissance et du XVI^e siècle, les plus marquantes étant celles de Seyssel, Bodin et Montaigne. Mais en plus d'être à la source de l'argumentation qui allait se développer plus tard, ces théories représentent aussi trois conceptions distinctes de la monarchie ("three modes of political argument"): celle qui désire une monarchie tempérée par les lois fondamentales ("constitutionalism"), celle qui la voudrait absolue ("absolutism") et celle qui se désintéresse de la politique pour glorifier l'individu ("individualism"); bien que divergentes, les trois partagent néanmoins la conviction que seule la monarchie convient parfaitement à l'esprit français. Ainsi, malgré l'alternance des "temps forts" et des "temps faibles" dans le pouvoir des rois, il y a depuis la fin du XV^e siècle, selon N. Keohane, "a trend toward concentrated power" (p. 8), un mouvement que les guerres civiles du XVI^e n'ont fait qu'accentuer et que le XVII^e a radicalisé.

Cette distinction fondamentale en ce qui a trait à la monarchie ne manque pas d'intérêt puisqu'elle permet à l'auteur d'effectuer des rapprochements fort révélateurs: la conception traditionaliste, par exemple, déboucherait au XVIII^e siècle sur la "thèse nobiliaire" (Fénelon, Boulainvilliers) avec sa vision du roi comme père de famille; la tradition absolutiste, quant à elle, donne lieu à la "thèse royale" (Boussuet, Du Bos) avec son image du roi comme maître de son peuple et représentant de Dieu sur la terre. Pourtant, plus probants encore sont les rapprochements dans

la tradition individualiste qui relie des auteurs aussi divers que Montaigne, le cardinal de Retz, les libertins et les jansénistes. En encourageant d'abord l'individu à se retirer en lui-même et à adopter une attitude critique, voire méprisante, à l'égard de l'engagement politique, les auteurs-disciples de Montaigne "focused attention on the single person as a complex and intriguing microcosm rather than as defined by his role in a larger structure – the church, the family, the status order, or the state" (p. 19). Les implications politiques, obscures à l'origine, se sont précisées rapidement lorsque cette attitude critique fut liée à la notion de "raison d'état" (chez Retz pendant la Fronde) ou à celle "d'amour-propre" (chez les jansénistes comme Nicole et Pascal) pour aboutir à une véritable philosophie politique opposée à l'absolutisme royal. Dans les deux cas, on refusait au roi le pouvoir d'ordonner son royaume comme Dieu avait ordonné l'univers; désormais, on reconnaissait à l'homme et à ses passions un rôle essentiel dans le fonctionnement de toute société politique.

En ce qui concerne la partie centrale du livre consacrée au XVII^e siècle, elle est divisée en deux étapes historiques: avant et après l'arrivée de Louis XIV sur le trône de France. Dans la première, l'auteur décrit, d'une part, la montée fulgurante de l'absolutisme sous Richelieu et Mazarin et, d'autre part, la flambée de nombreuses contestations communément regroupées sous le nom de la Fronde (aristocratique, parlementaire et populaire): paradoxalement, les deux mouvements antagonistes se réclament d'un même principe – la raison d'état – tout en lui donnant des interprétations aussi différentes qu'irréconciliables. Au fond, cette époque qui voit le divorce de la moralité privée et de la moralité publique, et qui accorde la primauté à celle-ci, jette les bases d'une monarchie qui englobe l'état, une monarchie qui n'est redevable qu'à elle-même puisqu'elle a été hissée au dessus de toutes les lois qui pourraient la brider. Dans la deuxième étape, intitulée "the Zenith and Decline of Absolute Monarchy," N. Keohane rapporte les idées de Louis XIV au sujet du "métier du roi," puis la glorification de la royauté dans l'oeuvre d'un Bossuet: il s'agit, bien sûr, de l'apogée du pouvoir absolutiste car, dès la fin du XVII^e siècle, l'opposition se fait plus pressante de la part de sujets qui, jusque-là, avaient été respectueux et soumis. Dans l'oeuvre de Vauban et de Boisguilbert, on retrouve l'échec de la politique économique du gouvernement, dans celle de Fénelon, une tentative de rétablir une saine monarchie tempérée par les lois. Le besoin qui se fait sentir partout dans ces oeuvres, c'est de remettre en question la monarchie de droit divin; le XVIII^e siècle, encouragé en cela par Bayle et Fontenelle, allait s'emparer de cet héritage critique et le pousser jusqu'à contester l'existence même de la royauté à l'époque de la Révolution.

La quatrième et dernière partie du livre, "Approaches to a Synthesis," se veut l'illustration des conséquences de la pensée politique du siècle de Louis XIV; à notre humble avis, c'est la partie la moins satisfaisante pour le lecteur. Non pas dans le sens que le contenu y est moins bon, moins valable; bien au contraire, l'auteur présente en détail Montesquieu et Rousseau, s'efforçant de montrer comment les théories antérieures trouvent leur dénouement dans *l'Esprit des lois* et *Du contrat social*. Il n'y a pas jusqu'à la "sianse politique" de l'abbé de Saint-Pierre et le "plan de gouvernement" du marquis d'Argenson qui ne fassent l'objet d'une étude particulière. Alors, y a-t-il lieu de parler de déception? Oui, dans la mesure où ce dénouement est fragmentaire et incomplet. Bien que N. Keohane ait averti le lecteur de certaines lacunes (par exemple Bayle) et qu'elle ait affirmé dans son introduction que ce livre n'entend pas être "a comprehensive survey," elle ajoute que son choix des auteurs – et ceci est vrai

surtout pour le XVIII^e – a été dicté par son champ d'intérêt particulier: "A corollary preoccupation that has guided my choices from the outset has been the desire to shed light on the political theories of Montesquieu and Rousseau, by showing how their arguments are rooted in earlier French thought" (p. 14). Personne n'oserait mettre en doute l'importance et l'intérêt de ces deux grands penseurs en matière politique – d'ailleurs chacun a réalisé à sa façon une admirable synthèse des idées de ses prédécesseurs, mais le lecteur, après avoir assisté au long cheminement des rapports entre la philosophie et l'état, après avoir suivi la discussion relativement complète des XVI^e et XVII^e siècles, se sent quelque peu frustré de ne pas trouver une discussion semblable du XVIII^e, peut-être une esquisse de synthèse pour le siècle des lumières. Le titre annonçait: "The Renaissance to the Enlightenment"; mais où sont Voltaire, les philosophes et les physiocrates? L'auteur a bien tenté de prévenir l'objection: "Many of these themes find a denouement in the ideas of other important thinkers of the Enlightenment – Voltaire and Diderot, Helvétius and the Physiocrats. To work out all of these denouements, however, is a matter for another book" (p. 14). Cela est sans doute juste, mais fallait-il pour autant passer sous silence ces penseurs importants tout en consacrant plusieurs pages à l'abbé de Saint-Pierre? N'eût-il pas mieux valu faire une brève synthèse des lumières plutôt qu'une étude détaillée de quelques auteurs? Ou peut-être aurait-il fallu que l'auteur précisât dans le titre le rôle fondamental qu'elle voulait faire jouer à Montesquieu et à Rousseau.

Cette réserve mise à part, nous nous devons de remarquer que l'ouvrage de N. Keohane est fort bien documenté, la bibliographie présentée à la fin du livre peut grandement servir le lecteur désireux d'approfondir une question spécifique. Ajoutons que, dans la très grande majorité des cas, l'auteur rend justice aux idées des penseurs qu'elle discute. Faute de place, il nous est impossible de rendre compte de chacune de ces discussions, tout au plus pouvons-nous souligner au passage celle de Montesquieu et de Rousseau où les idées de l'auteur nous paraissent les plus originales; les études sur Pascal et Nicole sont également dignes de mention, tandis que celles sur Vauban, Boisguilbert et Fénelon se contentent de rapporter ce qui a été écrit ailleurs. Mais finalement, il est inévitable, dans ce genre d'ouvrage, que certaines études soient plus originales et plus valables que d'autres.

Alors, quel jugement faut-il porter sur le travail de N. Keohane? Selon nous, ce livre est fort utile dans la mesure où il attire notre attention sur la contribution mal connue du XVII^e siècle en matière politique, et sur les nombreux rapprochements qui existent entre les trois siècles, surtout à l'intérieur de la tradition dite individualiste. On comprend mieux, à la lecture de ce livre, le rôle grandissant de l'individu et de ses droits dans l'établissement de l'état moderne en France.

GEORGES-L. BÉRUBÉ, *Université de Saint Thomas*

Christopher Lewis. *The Merton Tradition and Kinematics in Late Sixteenth and Early Seventeenth Century Italy*. Padua and Columbia: Editrice Antenore. Padova, 1980. Pp. XVII, 328. \$30.00.

The title gives a clear indication of the scope of the study carried out by Dr. Lewis. It embraces, to quote the author, "Aristotelian and Scholastic kinematics and the